



**KPMG Sénégal**

Immeuble Horizons S.A.  
83, Boulevard de la République 3<sup>ème</sup>  
Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27  
Télécopie : + 221 33 822 17 02  
NINEA : 22486242 S 3 RC : SN -DKR -2003- B 4429

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE  
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION  
DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA  
GESTION 2014**

**GROUPE III  
AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE  
(APS)**

**RAPPORT DEFINITIF**

ARMP – Autorité de Régulation des Marchés Publics  
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber  
BP 11303 - Dakar - Sénégal

*Ce document contient 23 pages (incluant celle-ci)*

*Réf. : NDS/DSDS/OS/2015-05/582*

## SOMMAIRE

<b>SYNTHESE</b>	<b>5</b>
<b>1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION</b>	<b>5</b>
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
<b>2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS</b>	<b>8</b>
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
<b>3. SYNTHESE DE LA REVUE</b>	<b>14</b>
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	14
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	14
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	14
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	14
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	14
3.1.6 Archivage des dossiers	14
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)	16
3.2.3 Marchés conclus par AOO	17
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP	17
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP	17
3.2.4 Marchés conclus par AOR	17
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	17

---

3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	17
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	17
3.2.8	<i>Avenants</i>	17
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	17
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	18
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	18
3.4	<i>Constats relatifs à l'Inspection physique</i>	18
4.	<i>Synthèse des non conformités et recommandations</i>	19
5.	<i>Suivi des recommandations antérieures</i>	20
6.	<i>Statistiques des anomalies</i>	21
7.	<i>ANNEXES</i>	22
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	22
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	23

## ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
<b>AC</b>	Autorité Contractante
<b>AGPM</b>	Avis Général de Passation des Marchés
<b>AOO</b>	Appels d'Offre Ouvert
<b>AOR</b>	Appel d'Offre Restreint
<b>APS</b>	Agence de Presse Sénégalaise
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>BL</b>	Bordereau de Livraison
<b>CFAA</b>	Country Financial Accountability Assessment
<b>CM</b>	Commission des Marchés
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>CNCA</b>	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
<b>COA</b>	Code d'Obligation de l'Administration
<b>CPAR</b>	Country Procurement Accountability Review
<b>CPM</b>	Cellule de Passation des Marchés
<b>DAC</b>	Dossier d'Appel à la Concurrence
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offres
<b>DCMP</b>	Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DN</b>	Document non obtenu
<b>DRP</b>	Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>	Entente Directe
<b>MO</b>	Maître d'Ouvrage
<b>MOD</b>	Maître d'Ouvrage Délégué
<b>N/A</b>	Non applicable
<b>PI</b>	Prestation Intellectuelle
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PRM</b>	Personne Responsable des Marchés
<b>PV</b>	Procès verbal
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SN</b>	Société Nationale
<b>SPM</b>	Spécialiste en Passation des Marchés
<b>TTC</b>	Toutes Taxes Comprises
<b>UEMOA</b>	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

# SYNTHESE

## 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION







### 1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.










### 1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées à l'annexe 1, ci-joint, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

### 1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
-  dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
-  examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
-  examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

### **1.2.2 Etendue des travaux à effectuer**

Notre mission porte principalement sur :




- ✚ La vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ En fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

## 2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS




### 2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

#### 2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal




Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

-  réalisation de travaux ;
-  d'achat de fournitures ;
-  d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

-  de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
-  de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
-  des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.


Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

-  le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
-  le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;



 les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

 Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

### **2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel**

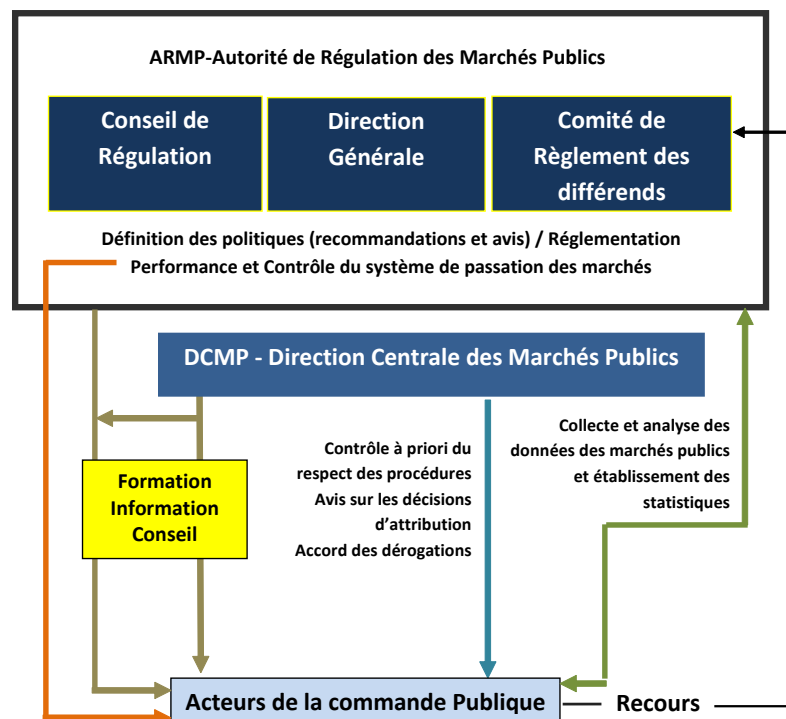
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

#### l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :





Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



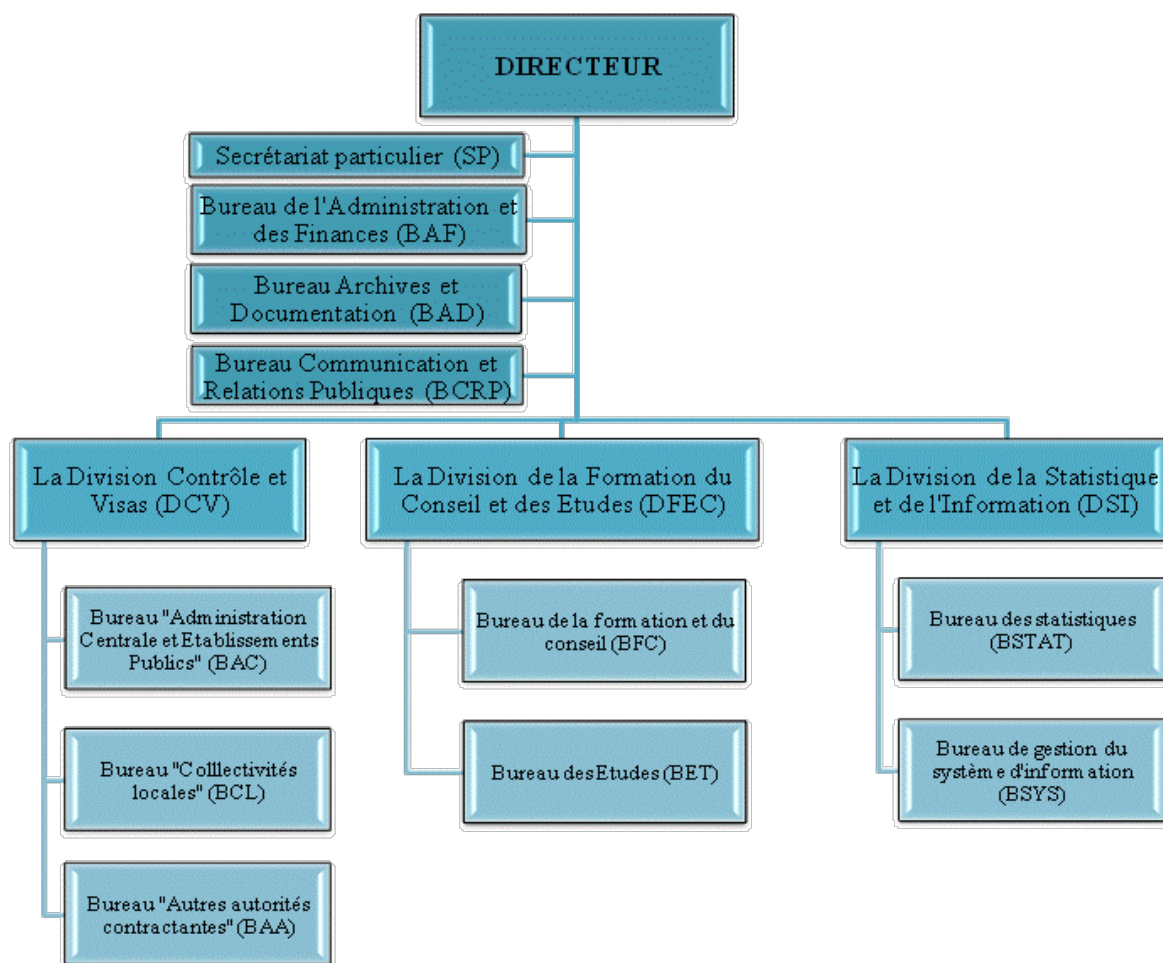
#### la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

-  d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
-  d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
-  d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
-  de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

## 2.1.2 Principes

### 2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

### 2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN <sup>1</sup> / SA <sup>2</sup> à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000






Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

<sup>1</sup> Sociétés Nationales

<sup>2</sup> Sociétés Anonymes





### 2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit cinq (05) procédures d'appel d'offres à savoir :

-  appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
-  appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
-  appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
-  appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
-  appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.



En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

-  l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
-  la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP ;
-  la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
-  les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.


### **3. SYNTHÈSE DE LA REVUE**

#### **3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés**


##### **3.1.1 Présentation de l'autorité contractante**

-  L'Agence de Presse Sénégalaise (APS) est un établissement Public à caractère Industriel et Commercial. Elle fut créée le 2 avril 1959 par décret.
-  L'APS a pour mission :
  - ✓ Collecter,
  - ✓ traiter et
  - ✓ diffuser l'information à travers son site internet ([www.aps.sn](http://www.aps.sn)), principale vitrine de l'APS.


##### **3.1.2 Commission des marchés**

-  Les membres de la Commission des Marchés n'ont pas suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2014.

##### **3.1.3 Cellule de Passation des marchés**


-  Les membres de la Cellule n'ont pas suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2014.

##### **3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**


-  Nous n'avons obtenu ni les rapports trimestriels, ni le rapport annuel de la Cellule de Passation des marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP, contrairement à ce que stipule l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

##### **3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés**


###### **3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés**

-  Nous avons bien obtenu le plan de passation des marchés de l'APS pour la gestion 2014. Nous n'avons pas de constats spécifiques.

###### **3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés**

-  Nous avons obtenu la preuve de publication de l'Avis Général de Passation des Marchés. Nous n'avons pas de commentaires particuliers.

##### **3.1.6 Archivage des dossiers**

-  Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant l'archivage des dossiers de marchés.

### 3.1.7 Autres

✚ Nous avons obtenu les documents demandés relatifs à la comptabilité

- Etats financiers,
- Balance générale,
- Grand livre des immobilisations,
- Balance auxiliaire des fournisseurs
- etc...

de l'Agence de Presse Sénégalaise pour réaliser les contrôles ci-dessous :

- s'assurer que toutes les dépenses comptabilisées (immobilisations, autres dépenses, etc..) ont fait l'objet de marchés (lorsque le seuil est atteint)
- s'assurer qu'il n'y a pas eu de fractionnement ;
- s'assurer de l'exhaustivité de la liste des marchés reçue.

Nous n'avons pas de constats spécifiques concernant la comptabilité.

## 3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

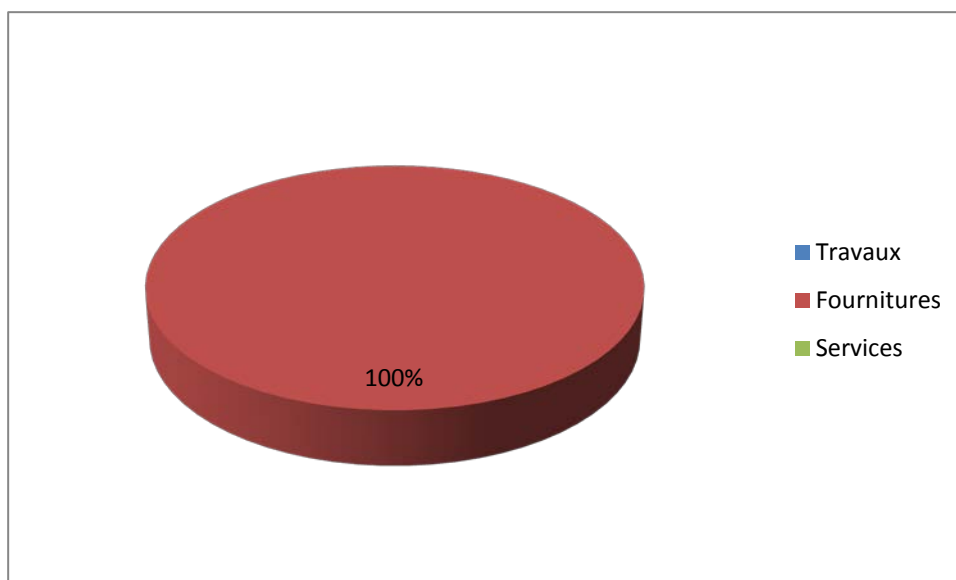
### 3.2.1 Echantillon

✚ Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2013 par la Primature.

✚ La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2012		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>	1	48 300 000	1	48 300 000	100%	100%
<b>Appel d'offres restreint (AOR)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Entente directe (ED)</b>	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>48 300 000</b>	<b>1</b>	<b>48 300 000</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

- La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 100% de marchés de fournitures pour un montant de 48 300 000 FCFA TTC.

### 3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)

- Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN <sup>3</sup> / SA <sup>4</sup> à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

<sup>3</sup> Sociétés Nationales

<sup>4</sup> Sociétés Anonymes



- Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

### **3.2.3 Marchés conclus par AOO**

#### **3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP**

N/A

#### **3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP**

**AOO : « Acquisition de véhicules » d'un montant de 48 300 000 FCFA attribué à MATFORCE**

##### **a) Constats**

- Nous n'avons pas la preuve de la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires en violation de l'article 67 du CMP.
- Le délai du contrat est de 60 jours à compter de la date de la notification, qui est le 21 Juillet, à ce jour, les véhicules n'ont toujours pas été livrés

### **3.2.4 Marchés conclus par AOR**

- Il n'y a pas de marché passé par AOR par l'APS pour la gestion 2014.

### **3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles**

- L'APS n'a pas lancé de marchés de prestations intellectuelles pour la gestion 2014.

### **3.2.6 Marchés conclus par DRP**

- L'APS n'a pas lancé de DRP pour la gestion 2014.

### **3.2.7 Marchés passés par Entente Directe**

- L'APS n'a pas utilisé le mode Entente directe pour la gestion 2014.


### **3.2.8 Avenants**

- Il n'y a pas eu d'avenant sur le marché passé par l'APS pour la gestion 2014.


### **3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels**

- Non applicable


### **3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP**

-  Le marché revu n'a pas fait l'objet de recours.

## **3.3 Constats relatifs à l'exécution financière**

-  Le marché n'a toujours pas été livré ; nous n'avons pas obtenu les éléments de paiement relatifs au marché.

## **3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique**

-  Le marché de l'APS n'a pas fait l'objet d'un audit physique.

## 4. Synthèse des non conformités et recommandations

N° d'ordre	Constats	Recommandations
<b>Dispositif Organisationnel</b>		
1	Les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule n'ont pas suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2014.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.
2	Nous n'avons obtenu ni les rapports trimestriels, ni le rapport annuel de la Cellule de Passation des marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP.	Nous recommandons à la cellule de produire des rapports trimestriels et annuels conformément à l'article 143 du CMP et de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.
<b>A00</b>		
1	Nous n'avons pas la preuve de la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires en violation de l'article 67 du CMP.	Nous recommandons à l'APS de transmettre le PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP
2	Le délai du contrat est de 60 jours à compter de la date de la notification, qui est le 21 Juillet, à ce jour, les véhicules n'ont toujours pas été livrés	Nous recommandons à l'APS de veiller au respect des délais d'exécution

## 5. Suivi des recommandations antérieures

N°	Principales recommandations formulées lors de la revue de l'exercice 2011	Niveau d'application
1	Cellule de passation et commission des marchés non instituées	Résolu
2	PPM non établi pour la gestion 2011	Résolu
3	Attribution de marchés de façon non concurrentielle	Résolu
4	Attestation de prise de connaissance de la charte de transparence non établie par l'AC	Résolu
5	Non publication de l'AGPM	Résolu

## 6. Statistiques des anomalies

Anomalies/Marchés	AOO	TOTAL	Statistiques des anomalies
Défaut de transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires en violation de l'article 67 du CMP.	1	1	100%
Le délai du contrat est de 60 jours à compter de la date de la notification, qui est le 21 Juillet, à ce jour, les véhicules n'ont toujours pas été livrés	1	1	100%

## 7. ANNEXES

### 7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l'APS
<b>Dispositif organisationnel</b>			
1	Les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule n'ont pas suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2014.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.	<i>Nous avons bien saisi l'ARMP pour une formation des membres de la cellule et de la commission en matière de passation des marchés publics.</i>
2	Nous n'avons obtenu ni les rapports trimestriels, ni le rapport annuel de la Cellule de Passation des marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP.	Nous recommandons à la cellule de produire des rapports trimestriels et annuels conformément à l'article 143 du CMP et de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	<i>Nous n'avons jamais transmis de rapport annuel ni trimestriel.</i>
<b>A00</b>			
1	Nous n'avons pas la preuve de la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires en violation de l'article 67 du CMP.	Nous recommandons à l'APS de transmettre le PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP	<i>Nous avons bien transmis le PV d'ouvertures des offres signé et daté aux soumissionnaires séance tenante et à la DCMP.</i>
2	Le délai du contrat est de 60 jours à compter de la date de la notification, qui est le 21 Juillet, à ce jour, les véhicules n'ont toujours pas été livrés	Nous recommandons à l'APS de veiller au respect des délais d'exécution	<i>Les véhicules n'ont pas été livrés et après avis de la DCMP nous avons résilié le contrat.</i>

## 7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de l'APS
<b>Dispositif organisationnel</b>			
1	Les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule n'ont pas suivi une formation en matière de passation des marchés publics pour la gestion 2014.	Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.	<p>Nous avons bien saisi l'ARMP pour une formation des membres de la cellule et de la commission en matière de passation des marchés publics.</p> <p><u>Avis du cabinet</u> : nous avons reçu de l'APS des documents additionnels concernant la formation en marchés publics. Toutefois, les documents reçus ne constituent pas une attestation de formation.</p>
<b>AOO</b>			
1	Nous n'avons pas la preuve de la transmission du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires en violation de l'article 67 du CMP.	Nous recommandons à l'APS de transmettre le PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires conformément à l'article 67 du CMP	<p>Nous avons bien transmis le PV d'ouvertures des offres signé et daté aux soumissionnaires séance tenante et à la DCMP.</p> <p><u>Avis du cabinet</u> : nous avons reçu le PV d'ouverture des plis, toutefois, nous n'avons pas la preuve de sa transmission aux soumissionnaires.</p>
	Le délai du contrat est de 60 jours à compter de la date de la notification, qui est le 21 Juillet, à ce jour, les véhicules n'ont toujours pas été livrés	Nous recommandons à l'APS de veiller au respect des délais d'exécution	<p>Les véhicules n'ont pas été livrés et après avis de la DCMP nous avons résilié le contrat.</p> <p><u>Avis du cabinet</u> : nous avons reçu le courrier n° APS/DG/SAGE/DD en date du 07 Janvier 2015 de l'APS adressé au PDG de Matforce pour lui notifier la résiliation du contrat pour non-respect de livraison de véhicules, en référence à la clause 34-1- (a,1) du cahier des clauses administratives générales (CCAG), Toutefois, le courrier reçu ne comprend pas la signature du Directeur général de l'APS, ni l'accusé réception de Matforce.</p>